

Villages désertés en Grèce

Un bilan provisoire (*)

Le caractère provisoire des résultats qui seront présentés ici est dû — mais en partie seulement — au fait que la désertion des villages ou, plus exactement, de l'habitat rural en Grèce n'a pas été étudié, jusqu'à présent, ni à l'échelle locale ou régionale et, encore moins, à l'échelle nationale. Pour poser donc plus ou moins correctement les problèmes relatifs à ce chapitre, il a fallu chercher des sources de toute sorte et procéder à des dépouillements globaux très importants, sans pouvoir prétendre pour autant que nous avons mis à contribution la totalité de la documentation accessible ou que nous avons déblayé suffisamment le terrain pour chaque cas particulier parmi les 2.049 villages présumés désertés entre le XI^e siècle et le milieu du XIX^e.

Nous n'avons pas à nous étendre ici ni sur la nature complexe de la documentation utilisée ou à utiliser ni sur la méthode de travail, imposée justement par ce caractère particulier de nos sources, bien que ces deux points présentent un intérêt certain dans le cas grec (mais pour tout cela on pourra se référer au texte déjà publié (1)). Disons simplement que ces sources sont à l'image d'une réalité historique très troublée, que leur diversité et leur fragilité et, par là, les difficultés qu'elles présentent sont — pour des raisons d'ordre historique spécifiques aux pays grecs — plus grandes, peut-être, que celles des sources dont on dispose pour d'autres aires géographiques.

Ajoutons à cela que nos résultats provisoires reposent, pour l'essentiel, sur des sources écrites et sur des publications de travaux archéologiques qui fournissent un matériel adéquate oc-

* Uno dei due temi del Terzo Congresso internazionale di storia economica, tenutosi a Monaco di Baviera nei giorni 23-27 agosto 1965, fu quello di: « Paysages et peuplement en Europe après le XI^e siècle », trattato nella relazione dei proff. J. Le Goff e R. Romano, della Ecole Pratique des Hautes Etudes di Parigi. Intanto, siamo lieti di poter pubblicare le comunicazioni che sui « villages désertés » della Grecia e dell'Italia lessero due egrerie studiosse dell'Ecole Pratique: M.me Antoniadis-Bibicou e M.me Klapisch-Zuber.

casionnellement, puisqu'il n'a pas encore eu — à quelques exceptions près — de fouilles médiévales en Grèce, mais seulement des trouvailles médiévales occasionnelles.

Cela dit, je me propose d'évoquer devant vous, très brièvement et de façon évidemment schématique, le mécanisme de la désertion des villages en Grèce tel que nous avons pu le reconstituer, pour le moment, et de présenter quelques remarques qui, pour être provisoires, n'en peuvent pas moins constituer la base de recherches ultérieures éventuelles, qui pourraient être menées, elles, de façon systématique.

Laissant de côté tout détail de géographie et d'histoire locale, négligeant, également, la distribution des désertions par région, on peut dire que la Grèce, globalement, a connu deux grandes poussées de désertions: Tout d'abord, le XIVe siècle et, en particulier, la seconde moitié du siècle. Ensuite, la première moitié du XIXe siècle, durant laquelle un courant de désertions devient manifeste et net, courant dont les origines sont bien lointaines et dont les premiers symptômes peuvent être repérés à la fin du XVIIIe siècle déjà.

Sur 1676 désertions de villages approximativement datés, 458 (soit 27,4%) se situent dans le XIVe siècle, dont 322 (soit 19,2% du nombre total) dans la seconde moitié. D'autre part, 662 (soit 39,6%) sont datées de la première moitié du XIXe siècle. Ces proportions ne semblent pas devoir être très modifiées, même si l'on arrive à dater les 373 cas de désertions pour lesquels nous ne disposons actuellement d'aucun élément de datation.

Par conséquent, la grande vague d'abandon de l'habitat rural s'inscrit dans deux périodes très significatives de l'histoire des pays grecs, significatives tant dans le domaine de l'économie que dans celui des institutions et des faits politiques. Si bien qu'on est obligé de se méfier, de prime abord, d'une coïncidence trop belle pour être vraie; cependant, celle-ci se trouve confirmée, après une recherche plus poussée.

Qui veut évoquer les grandes lignes de ces deux périodes — et ici nous ne pouvons pas faire davantage — ne peut pas s'empêcher d'être frappé des similitudes et des analogies, les différences étant moins nombreuses et d'ordre secondaire:

A l'intérieur du pays effritement des structures économiques basées, jusqu'alors, pour l'essentiel, sur un certain équilibre de la distribution de la propriété terrienne et sur les biens fonciers

dont les revenus étaient destinés — sous des modalités diverses — à l'entretien de l'armée. D'autre part, dans les deux cas — pour des raisons aussi bien économiques que politiques — une économie coloniale était imposée au pays par l'étranger: les Vénitiens, les Génois et les Florentins du XIV^e et du XV^e siècles auront cédé — au XVIII^e siècle — leur place aux Français et aux Anglais, les chrysobulles impériaux seront remplacés par les capitulations.

Les abandons économiques en faveur des grands propriétaires fonciers et en faveur des marchands étrangers que consentit l'Etat — soit par complaisance soit parce qu'il y a été contraint par la situation de fait — se repercutèrent, tout naturellement, sur les structures administratives et politiques, de sorte que nous assistons dans les deux cas à une féodalisation très marquée ayant comme corollaire l'affaiblissement du pouvoir central, affaiblissement qui dégénère en morcellement du pays, avant d'aboutir à la chute des deux Empires, celui de Byzance et celui des Ottomans. Avec, toutefois, cette différence: la chute du premier Empire imposa à un peuple une domination étrangère; la chute du second lui permit de recouvrer sa liberté. Mais au-delà de cet asservissement et de cette libération d'ordre nationale, quel fut le sort de ce peuple, dans sa partie rurale, donc dans son écrasante majorité?

Pour éviter un malentendu possible en ce qui concerne mes idées sur le phénomène de la désertion, en général, et de la désertion en pays grecs, vous me permettrez une banalité de plus: Il va de soi que désertion ne signifie pas toujours ni dépeuplement ni régression démographique à l'échelle nationale d'un pays et même, parfois, ni à l'échelle régionale. Il est également connu que les désertions de l'habitat rural peuvent s'inscrire dans un contexte aussi bien de crise que d'essor économique. Pour simplifier à l'extrême, disons qu'il y a des désertions « négatives » et des désertions « positives » (2) — desertions qui peuvent être qualifiées ainsi, tant par les causes dont elles sont la conséquence que par leurs répercussions sur l'économie et sur l'organisation de l'habitat — et que les nôtres, en Grèce (celles que nous avons pu repérer jusqu'à présent) appartiennent, dans leur majeure partie, à la première catégorie. Ainsi, vous m'excuserez, j'espère, d'avoir à parler uniquement de « maux » et pas assez de pôles d'attraction « optimistes ».

Chercher les origines, dans le temps, des désertions massives du XIV^e siècle, nous obligerait à remonter au Xe siècle et, sans nul doute, au premier tiers du XI^e, date à laquelle est consacrée la victoire des grands propriétaires fonciers — tant ecclésiastiques que laïcs — sur une législation et un gouvernement qui défendaient jusqu'alors les biens des stratiotes et la commune rurale. Les effets de cette victoire ont été irréversibles ; l'Empire fut gouverné depuis, pour la plupart, par des empereurs impuissants ou non désireux de freiner plus longtemps l'expansion de la grande propriété et de s'opposer à une aristocratie foncière dont eux-mêmes étaient issus.

Les dépendances économiques et fiscales d'homme à homme et non plus d'homme à Etat furent multipliées, avec toutes les exactions que cela peut comporter, surtout de la part d'une aristocratie terrienne nouvellement créée et dans les cas où la transmission héréditaire du bien octroyé n'était pas encore entrée dans son statut. Même là où les paysans continuaient à payer l'impôt foncier à l'Etat, leur sort fut détérioré du fait que le recouvrement de l'impôt se faisait maintenant avec beaucoup plus de rigueur qu'auparavant (pas de dégrèvements fiscaux, p. ex., pour parer aux méfaits des invasions ou des calamités naturelles) pour couvrir une partie du substantiel déficit du trésor que provoque la politique d'octroyer aux puissants aussi bien des immunités fiscales que des revenus fiscaux et des terres.

Les paysans dépossédés, petit à petit, de leurs richesses, s'endettaient pour exploiter leurs domaines ou pour s'acquitter de l'impôt ou encore pour parvenir à survivre ; ils étaient, finalement, dépossédés de leur terre et de leurs moyens de travail et finissaient par perdre, le plus souvent, le statut même de paysan libre en devenant parèques de tel monastère ou de tel grand seigneur ; très fréquemment, c'est pour peu de temps, car la médaille « attachement à la glèbe » a un revers très puissant : le déguerpissement classique de la terre par son propriétaire ou par son tenancier ; dans le cas grec, le rapport entre l'attachement à la glèbe et l'abandon du terroir et, par la suite, de l'habitat rural qui lui correspond est proportionnel, de sorte que la fluidité de la population paysanne s'intensifie pendant les périodes difficiles, les périodes de crise aussi bien économique que politique.

Le XIV^e siècle est, dans ce sens, le cadre-modèle dans lequel

s'inscrivent les désertions de l'habitat rural byzantin, qui a un aspect d'agglomérat assez concentré. La crise économique que l'on connaît, les invasions des étrangers, les guerres civiles, l'émigration à l'étranger et la peste viennent se greffer sur la cause profonde, sur la cause vraie qui est — comme nous venons de le voir — le déséquilibre des rapports socio-économiques entre les diverses classes de la population et l'incapacité d'adaptation de l'Etat aux données nouvelles qui existent désormais à l'intérieur du pays et sur le plan international, deux faits qui finiront par désagréger l'Empire.

Il n'y a pas de doute que la paysannerie, mal équipée matériellement et mal outillée mentalement, était moins apte à résister aux effets de la guerre — l'insécurité et la désorganisation dans tous les domaines — elle l'était moins que le grand propriétaire, habitant, lui, en principe, le gros bourg, la petite ville ou la ville. Préparés par de mauvaises et précaires conditions de vie, touchés les premiers et au plus haut point par les crises économiques et sociales, les petits paysans sont physiologiquement plus sensibles aux épidémies, en particulier à la peste. Ainsi se prépare la dépopulation des campagnes qui contribue progressivement à des abandons définitifs de villages, qu'il s'agisse d'abandons lents ou brusques. Ainsi se prépare, à longue échéance, la régression démographique; car un niveau de vie bas et un état de santé compromis, qui restreignent la natalité ou qui contribuent, tout au moins, à l'augmentation de la mortalité infantile dans la classe paysanne, donnent des résultats démographiques qui ne peuvent pas, logiquement, être compensés — comme on le dit parfois — par les effets analogues allant dans le sens positif, cette fois-ci, que peut provoquer le niveau de vie élevé des grands propriétaires fonciers et des puissants.

Toujours est-il que c'est le déplacement des paysans qui est à la base de la disparition des villages et qu'il est aussi difficile qu'instructif de suivre le paysan justement dans ce déplacement. Je ne peux parler ici que de simple impression: Une amorce de désertion constatée dans la 2e moitié du XIe siècle donne l'impression d'avoir un caractère régional: des meilleures conditions de travail appellent le cultivateur dans d'autres domaines et lui donnent refuge et protection — ne serait-ce que temporaires — contre ses créanciers. En revanche, au XIV siècle, nous trouvons le paysans qui a abandonné son village soit en vaga-

bondage soit dans les villes, surtout à Thessalonique et à Constantinople, où il vient grossir les rangs d'un prolétariat urbain déjà inoccupé.

En simplifiant beaucoup, on peut dire que le déclenchement du même mécanisme joua dans la seconde vague de désertions de l'habitat rural, celle de la première moitié du XIX^e siècle. Faut-il encore y apporter quelques compléments :

Dans la désagrégation administrative et politique que connaissait alors l'Empire ottoman, la victoire finale de la grande propriété privée sur celle de l'Etat et, en particulier, sur les *timars*, ne se fit pas attendre. Il suffit de rappeler à ce sujet qu'au XVI^e siècle les revenus et l'importance des propriétés et des *vaqfs* de famille étaient insignifiants comparés aux biens fonciers de l'Etat ; ce rapport se trouve renversé vers la fin de l'Empire, puisque les 3/4 des domaines correspondaient à des patrimoines familiaux sauvegardés, pour la plupart, par le biais des *vaqfs* de famille. Ce processus est d'autant plus irréversible que les paysans non musulmans étaient contraints — faute de contrôle effectif de l'administration sur les puissants Turcs, auteurs de vexations intenable à leur encontre — « d'acheter » la protection de quelque notable ottoman, au départ au bas prix, quitte à le payer de plus en plus cher. L'impossibilité de payer leurs dettes constitue une seconde voie qui a conduit non seulement des particuliers, mais aussi des communes entières à perdre leurs biens et, par la suite, la liberté relative dont ils jouissaient en vertu de statuts spéciaux. Les communes s'efforçaient — on le sait — de réunir à tout prix les sommes exigées pour s'acquitter dans les meilleures conditions de leurs obligations fiscales, d'entretenir de bonnes relations avec le gouverneur de la région et de disposer, en même temps, de protecteurs puissants auprès de la Porte même contre les fermiers et les administrateurs locaux ; les exemples des Madémochoria, d'Athènes, de Syros, pris parmi tant d'autres, ne laissent aucun doute à ce sujet.

Malgré cela, les issues proposées aux chrétiens étaient bien souvent peu nombreuses : L'islamisation — que nous laissons de côté, car, en réalité, elle n'affaiblit pas numériquement le village —, l'*émigration* et le *maquis*. En effect ces deux éléments ont pris, dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, une autre dimension. voire, un aspect nouveau.

La liberté du mouvement des populations est désormais bien plus marquée qu'auparavant en raison de l'affaiblissement du gouvernement central, mais aussi à cause de l'accroissement des ressources économiques et morales de la nation occupée.

Hormis les deux courants migratoires — l'un, très dense, vers le maquis, l'autre numériquement peu important, vers l'étranger — les villes, les domaines impériaux et les domaines ecclésiastiques constituent trois pôles d'attraction pour le paysan en difficulté. Les villes (Salonique, Cavala, Volos, Arta, Patras, Modon, Coron) offrent des chances accrues pour trouver du travail, à un moment où l'essor économique d'une « bourgeoisie » grecque se dessine nettement et où les marchands d'autres pays commencent à faire fortune avec le commerce des échelles du Levant. Bien souvent, les domaines impériaux et les domaines ecclésiastiques présentaient l'avantage d'offrir des conditions de travail moins pénibles et — grâce à des statuts particuliers — une oppression moins lourde.

Ainsi la peste — qui est toujours une maladie endémique — et la guerre de l'indépendance contribueront au dépeuplement de la campagne, d'une campagne où l'habitat rural est, maintenant, dispersé, mais resteront toujours des facteurs secondaires.

Pour cette dernière phase de la désertion, la question importante qu'il faut se poser est de savoir pourquoi un si grand nombre parmi les villages, désertés à cause des opérations militaires, a accepté de mourir définitivement, une fois la paix revenue et l'Etat néogrec constitué. Il faut que nous nous arrêtions sur quatre points, au moins :

1° A la veille de la déclaration de la guerre de l'indépendance, les paysans grecs jouissant en « pleine propriété » des terres qu'ils cultivaient étaient une minorité infime. Nous savons que les 3/4 des biens fonciers de l'Etat ottoman étaient devenus, avec le temps, des patrimoines familiaux ; quelle pouvait être, dans le quart qui restait, la part des biens fonciers des Grecs ? Si nous nous référons au Péloponnèse pour lequel ces questions sont le mieux étudiées (3), nous constaterons que le rapport de la propriété foncière par personne musulmane et par personne grecque était de 18 à 1. Il est évident qu'au moment de quitter le pays plusieurs Turcs ont pu essayer de « vendre » leurs domaines, mais les acquéreurs, certes, n'ont pas été les paysans moyens. Au lendemain de la libération, les terres de l'Etat et des particuliers

tures étaient devenues terres nationales. Comment rentrer dans un village dévasté, et avec quels moyens essayer de remettre en culture des champs abandonnés bien souvent depuis plus de neuf ou dix ans, systématiquement brûlés par l'ennemi, des champs qui ne leur appartenaient même pas? Même dans le cas où les paysans auraient pu trouver les moyens d'exploitation, le 1/4 de la production devait revenir à l'Etat. Il valait mieux attendre là où ils se trouvaient l'aide du gouvernement, la répartition et la distribution des terres nationales.

2° Les villages désertés pendant la guerre d'indépendance devaient être repeuplés, une fois les opérations terminées, aussi par les paysans qui avaient composé l'armée nationale de libération; or ceux-ci étaient des « hommes valides que la Révolution avait rendus inhabiles au travail, soit parceque leurs propriétés ou les établissements où ils exerçaient leurs professions avaient été complètement détruits, soit parceque, voués depuis huit ans aux armes, ils étaient inhabiles à toutes profession » (4). Ils attendaient leurs récompenses et leur reclassement par l'Etat, en s'adonnant aussi un peu au brigandage dans les campagnes. Bien que les villes ne soient pas encore devenues de vrais « appels » d'intérêt économique, elles constituaient, la capitale en premier lieu, des points de prédilection où se rassemblait toute cette population déracinée. En 1853, date à laquelle un certain équilibre entre l'habitat rural et citadin s'était déjà imposé — bien que la distribution des terres nationales ne fût pas encore réglée — le quart de la population (251.000 sur 1.067.000 habitants) résidaient dans de petites villes ou dans les villes.

3° Si donc la majeure partie des paysans réfugiés provisoirement dans les villes ont regagné finalement la campagne, après quelques années d'attente (avant 1845 dans leur majorité), l'abandon définitif de nombreux villages s'explique aussi par une raison d'ordre technique: Il était matériellement plus facile de construire de nouvelles maisons sur un emplacement choisi à une certaine distance de l'ancien village, tout en utilisant, si besoin était, le matériau des constructions détruites, que d'avoir à déblayer avant de reconstruire la maison même. Cela paraît d'autant plus vrai que, dans la construction d'un logement rural moyen, ce qui comptait le plus c'était les heures de travail, l'effort humain, et non pas le matériau, matériau du pays qu'on pouvait se procurer facilement.

4° Enfin, avec le retour de la paix et de la sécurité, plusieurs déplacements de villages sont dus au désir de leurs habitants de sortir de leur isolement de l'époque de la domination turque, d'être mieux desservis par le réseau routier existant ou par celui qu'on espérait voir se créer un jour. La destruction préalable de leur ancien village était une incitation supplémentaire. Il va de soi que de nombreux villages non détruits ont été progressivement abandonnés pour la même raison, mais les exemples de ce type sont beaucoup plus nombreux et coïncident avec les transformations de l'économie grecque de la seconde moitié du siècle, qui permirent l'emploi de l'excédent de la main d'oeuvre paysanne; le courant migratoire vers la ville devint alors une sorte de psychose qui aurait complètement dépeuplé la campagne, si un certain équilibre ne se rétablissait quasi-automatiquement, grâce à la croissance de la population, pendant le XXe siècle.

Avant de terminer cet exposé, trop court et trop long à la fois, j'aimerais m'arrêter sur deux points qui ressortent nettement de cette première recherche: La résistance du village de montagne et ce qu'on peut appeler la « jeunesse » de l'habitat rural actuel en Grèce.

a) La résistance du village de montagne est dans l'ensemble plus grande que celle du village de plaine, du moins jusqu'à une date qui varie — selon les régions — du milieu du siècle passé au début du XXe siècle. Cela ressort d'une comparaison rapide des données concernant quelques départements témoins, pouvant être qualifiés globalement soit de régions montagneuses soit de régions plaines; fait exception, toutefois, une région plaine, la Thessalie, dont le sol riche et la longue pratique de cultures très variées appelle, après chaque bouleversement, un repeuplement rapide.

La résistance du village de montagne s'explique, en partie, par ce qu'étant à l'abri — dans une certaine mesure — des invasions et des opérations militaires, il devient plus difficilement habitat marginal. Elle s'explique peut-être, davantage, par la rigidité, voire la simplicité de ses structures économiques, qui peuvent être ramenées, si le besoin se présente, et adaptées sans encombres, au seul principe de l'autarcie. Nous devons la rapprocher enfin du fait que la petite propriété a résisté bien mieux dans les régions montagneuses où l'on trouve, sans doute, de

grands propriétaires fonciers, mais beaucoup moins de grands domaines.

Cependant, les points d'habitat normal ne sont ni la très haute montagne, ni les sommets fortifiés, mais les coteaux et les abords de plaine aussi bien que les côtes ; aussi assistons-nous, au XIXe siècle, à des dates variant selon les régions, à l'abandon définitif des « castra » et au repeuplement des régions basses et des côtes, sans que nous puissions affirmer pour autant que des mouvements analogues n'ont pas eu lieu sporadiquement à des époques antérieurs.

b) Le problème de la continuité de l'habitat rural en Grèce, comme, du reste, toute sorte de permanence concernant ce pays, a donné matière — on le sait — à de nombreuses discussions et à une abondante littérature historique. Il est, évidemment, difficile de simplifier et, à plus forte raison, de trancher une question aussi complexe que, parfois, passionnante.

Cependant, de cette recherche partielle, il semble ressortir ceci : les sites privilégiés — géographiquement et géologiquement — ne sont pas innombrables, dans ce pays montagneux. Aussi, la permanence de l'habitat sur des sites choisis depuis l'antiquité et devenus villes, est-elle quasiment la règle. Il en va de même avec les différentes aires de l'habitat. Cela est moins vrai, quand il s'agit de l'unité même de l'habitat rural, du village grec, qui est beaucoup plus neuf qu'on ne le pense habituellement.

Sur environ quatre mille villages et bourgs repérés, qui existaient avant le milieu du XIXe siècle, 2049 ont disparu avant cette date et 1971 ont survécu. D'autre part, les agglomérations comptant aujourd'hui moins de 2000 habitants s'élèvent à 10.636.

Cette « jeunesse » de l'habitat rural grec s'explique non seulement par le nombre relativement grand des villages disparus, dans la première moitié du XIXe siècle, qui donnèrent naissance, en partie, à de nouvelles agglomérations rurales, mais elle s'explique surtout par l'accroissement (5) de la population (elle a plus que doublé entre 1856 et 1961) dans un pays non encore industrialisé, dans un pays dont l'économie dominante est l'économie agricole.

Enfin, si l'on jette un coup d'oeil sur la carte des villages désertés de Grèce et sur celle de la distribution de la population actuelle, on constatera — à condition de se contenter d'approximations — que les aires de désertion des villages coïncident, bien

souvent, avec celles qui ont, à présent, une grande densité d'habitat, mais dont chaque unité, à quelques exceptions près, ne dépasse pas 500 habitants. Quelques exemples dans ce sens nous sont donnés par les régions de : Calamata - Pyrgos, Amaliada - Patras, Aigion - Corinthe, Agrinion - Jannina, Volos - Trikkala, région au nord de Larissa, Chalchidique occidentale (au sud de Salonique), région entre Serrès et Cavala. Il s'agit, dans la plupart des cas, de cet habitat rural qui — sous la pression de la croissance démographique et du développement économique — a poussé ou parfois resurgi, et qui vit dans l'ombre de villes, devenues centres économiques et points importants de communications ; centres urbains, consommateurs de produits agricoles, autant que producteurs d'articles manufacturés, destinés aussi à une paysannerie en développement.

Ce bilan provisoire est, certes, décevant pour l'historien de l'économie. En l'état actuel de la recherche, nous n'avons pas pu repérer les transformations du terroir : l'ampleur et la localisation des défrichements nous échappent, ainsi que l'abandon de la culture de certaines superficies, en faveur de l'élevage ; nous n'avons pas constaté de dépopulation due au mouton analogue à celles, p. ex., de l'Angleterre et de la Sardaigne. Silence significatif, peut-être, pour le XIV^e siècle, dans une conjoncture économique mauvaise, où la fabrication de draps byzantins ne semble pas intéresser le marché européen et méditerranéen. Lacune à combler par une recherche systématique, en ce qui concerne la deuxième moitié du XVIII^e siècle et la première moitié du XIX^e.

Nous n'avons pas, non plus (faute d'études préalables suffisamment poussées), d'éléments permettant d'établir un rapport entre la modification du paysage rural et l'introduction de nouvelles cultures, ainsi que les conséquences économiques et les mouvements de population qui ont pu en résulter ; je pense, en particulier, à l'introduction de la culture du sucre, dans le Péloponnèse, au XIV^e siècle, à l'extension de la culture du riz au XV^e, à l'introduction de la culture du maïs au XVI^e siècle et à celle des pommes de terre, au premier tiers du XIX^e siècle.

Nous échappe aussi le rapport entre le village et son terroir ; dans quel mesure le déplacement du premier implique-t-il l'abandon du second ou inversement ? Je serais tentée d'admettre, à titre provisoire, qu'il n'y a pas eu d'importants abandons de terroir en Grèce, pays où il faut, tous les jours, entretenir des

champs que la peine des hommes a aménagés sur les pentes peu dociles des montagnes et qu'on abandonne, par la suite, très difficilement. Une image hâtive de ce pays, qui reste domaine de culture extensive, suggère de chercher une modification du terroir, de toute façon de son tracé intérieur, toutes les fois que sont bouleversées les conditions de l'occupation du sol, toutes les fois qu'il y a redistribution des terres, ce qui n'a pas été rare dans les pays grecs. Par conséquent, des facteurs d'ordre institutionnel et administratif seraient à l'origine de ces modifications bien plus que des facteurs proprement géo-économiques; cela n'est pas exclu, à condition de ne pas perdre de vue l'aspect économique des facteurs qui déterminent, justement, et qui façonnent les institutions mêmes et l'administration.

Ainsi, les désertions de villages en Grèce s'inscrivent dans ce qu'on a appelé, dans le cas français, « un vaste complexe d'adversité paysanne » (6); mais ce complexe a, dans le cas grec, une composante dominante: la rupture de l'équilibre des rapports socio-économiques à l'intérieur du pays. De ce côté là, on peut rejoindre, en partie, les explications avancées pour la désertion de l'habitat rural de la Calabre et de la Sicilie. Coïncidence qui n'est pas, une fois de plus, dépourvue de signification.

Hélène Antoniadis-Bibicou

NOTE

(1) Dans le volume que la VI^e Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes a publié, à l'occasion du III^e Congrès International d'Histoire Economique: *Villages désertés et histoire économique, XI^e-XVIII^e siècle* (Paris, 1965), collection « Les hommes et la terre », n. XI, pp. 343-417.

(2) Jacques Le Goff et Ruggiero Romano ont fait, de leur côté, la même distinction dans leur rapport « Paysages et peuplement rural en Europe après le XI^e siècle », présenté au III^e Congrès International d'Histoire Economique [*Etudes Rurales*, fasc. 17 (1965), pp. 5-24].

(3) SAKELLARIOU M., *Le Péloponnèse pendant la deuxième Turcocratie, 1715-1821* (en grec), Athènes, 1939 (Texte und Forschungen zur Byzantinisch-Neugriechischen Philologie, n. 33).

(4) Lettre de J. Capo d'Istria à Stroudza (25 juin 1830); d'après ANDRÉADES A., « L'administration financière de Jean Capodistria, gouverneur de Grèce 1828-1831 » [dans *Erga*, t. 1 (Athènes, 1938), pp. 747-765], p. 754.

(5) Pour les régions déjà libres, en 1856, la population se montait à 1.067.000 contre 2.219.000 environ, en 1961.

(6) PESEZ J. M. - LE ROY LADURIE E., « Le cas français: vue d'ensemble » (dans l'ouvrage cité *supra*, note 2, pp. 127-252), p. 234.